



Suite à la réforme fiscale votée en décembre 2016[1], l'Administration des contributions directes (ACD) a commencé à adresser aux contribuables non-résidents mariés un courrier les informant des changements applicables en matière de classes d'impôt à partir de l'année d'imposition 2018.

En date du 3 octobre dernier, l'ACD a par ailleurs publié une newsletter détaillant les grandes lignes de la réforme : www.impotsdirects.public.lu

A partir de 2018, les contribuables non-résidents mariés seront rangés, par défaut, en classe d'impôt 1.

Ceux-ci pourront néanmoins bénéficier d'un taux de retenue d'impôt basé sur le tarif de la classe d'impôt 2 dans les conditions et selon les modalités du régime de l'assimilation fiscale[2].

L'assimilation fiscale consiste à prendre en considération les revenus étrangers du ménage afin de déterminer le taux d'impôt applicable aux revenus luxembourgeois (donnant lieu à une imposition collective).

Pour rentrer dans le régime de l'assimilation fiscale, les contribuables doivent impérativement remplir une des conditions suivantes :

- Au moins 90% des revenus mondiaux d'un des conjoints est imposable au Luxembourg sachant que les 50 premiers jours imposables à l'étranger en vertu d'une convention préventive de double imposition sont assimilés aux revenus imposables au Luxembourg[3].

OU

- Plus de 50% des revenus professionnels du ménage sont imposables au Luxembourg (**valable uniquement pour les frontaliers belges**[4]).

OU

- Les revenus nets imposables à l'étranger d'un des conjoints sont inférieurs à 13.000 € (revenus bruts moins frais d'obtention).

Au courrier de l'ACD est joint un formulaire présentant deux options possibles :

- Option 1 : Accepter le taux de retenue d'impôt 2018 proposé dans le courrier de l'ACD (lequel a été déterminé sur base des revenus à la disposition de celle-ci) ;

- Option 2 : Communiquer les revenus estimés du ménage pour 2018 (lorsque les informations nécessaires à la détermination du taux font défaut) en vue de permettre à l'ACD de le déterminer.

Pour un traitement prioritaire, le formulaire doit être renvoyé avant le 31 octobre 2017 via la plateforme sécurisée du Guichet.lu : www.guichet.lu

En cas d'assimilation fiscale, le dépôt d'une déclaration fiscale sera obligatoire.

A défaut de réaction suite au courrier de l'ACD, les contribuables seront automatiquement rangés en classe d'impôt 1. Il sera néanmoins possible de demander la fixation ou la modification du taux sur la fiche de retenue d'impôt en cours d'année 2018, ou encore de demander l'imposition collective via le dépôt d'une déclaration fiscale avant le 31 mars 2019[5].

A l'instar des résidents luxembourgeois mariés, les frontaliers mariés pourront par ailleurs opter pour une imposition individuelle (chaque époux étant dans ce cas redevable de l'impôt sur son propre revenu uniquement) jusqu'au 31 mars 2019[6].

Pour plus d'information, n'hésitez pas à nous contacter.

[1] Loi du 23 décembre 2016 portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017.

[2] Article 157ter L.I.R.

[3] Sous réserve de l'approbation parlementaire du projet de loi 7200 déposé par le gouvernement.



[4] Article 24§2 (4) de la convention préventive de double imposition conclue entre le Luxembourg et la Belgique.

[5] Sous réserve de l'approbation parlementaire du projet de loi 7200 déposé par le gouvernement.

[6] Ibid 5.



EXPERTS EN FORMATIONS FISCALES ET SOCIALES

MEMBER OF IF GROUP	IF ADVISORY
	45, RUE DES SCILLAS
	L-2529 HOWALD
	WWW.IFGROUP.LU
<input type="radio"/> JANIQUE BULTOT	<input type="radio"/> JULIE RATAJCZAK
<i>Partner</i>	<i>Assistant-manager</i>
T +352 47 68 47 - 445	T +352 47 68 47 - 473
janique.bultot@ifgroup.lu	julie.ratajczak@ifgroup.lu
	

IF Group ne peut être tenu responsable d'erreurs, d'omissions ou de toutes conséquences, obtenues à la suite de l'utilisation de ce document, qui est publié à titre informatif seulement.